

La LASA condamne le régime vénézuélien pour violation des droits de la communauté universitaire

Août 2024

L'Association d'études latino-américaines (LASA) condamne les violations flagrantes des droits de l'homme et du droit de manifester pacifiquement dont le régime vénézuélien s'est rendu coupable à l'encontre des étudiants et de la communauté universitaire à la suite des soupçons de fraude électorale soulevés le 28 juillet. Par ailleurs, elle exprime son inquiétude quant à l'absence d'un état de droit garantissant le libre exercice de la pensée, principe fondamental d'un système éducatif démocratique.

Dans un contexte d'indignation face au non-respect des résultats des élections, les citoyens sont descendus dans la rue pour revendiquer pacifiquement la transparence et la conformité des résultats. Une fois de plus, le gouvernement répond par la répression, comme cela s'est produit lors des manifestations de masse de 2014 et 2017. Pour ce faire, il recourt à des fonctionnaires civils qui opèrent comme des bandes paramilitaires armées - communément appelées « colectivos » - et s'appuie sur la Garde nationale et la police, perpétuant ainsi le même schéma de graves violations des droits humains qui a conduit la [Cour pénale internationale \(CPI\) à ouvrir une enquête sur le Venezuela](#) en 2018, laquelle est toujours en cours aujourd'hui.

Le [Forum pénal](#) vénézuélien dénonce un total de 1 102 détenus depuis le 29 juillet à la suite de la répression politique, dont 100 adolescents et 5 indigènes. Le gouvernement, quant à lui, déclare avoir détenu plus de [2 000 personnes](#). De son côté, le « [Monitor de Víctimas](#) » (Moniteur des victimes) recense 23 exécutions depuis la même date. Parmi les violations des droits de l'homme documentées figurent la disparition forcée de 25 étudiants de l'Universidad Nacional Experimental de Seguridad (UNES) et la détention arbitraire d'au moins 10 étudiants de l'Universidad de Carabobo, de l'Universidad de los Andes, de l'Universidad Alejandro de Humboldt et de l'Universidad Central de Venezuela. On rapporte également la détention irrégulière des professeurs Gustavo Torres de l'Universidad de los Andes, Edni López et Salvador Enrique Rivera Pulpillo de l'Universidad Central.

Parallèlement, au moins six étudiants ont dénoncé des mesures de coercition et d'intimidation les obligeant à voter en faveur de Maduro par le biais du mécanisme de vote assisté et le 30 juillet, les installations de l'université centrale du Venezuela ont été vandalisées, visant la faculté des sciences politiques et juridiques (Source: « [Aula Abierta](#) », organisation non gouvernementale de défense des universités en Amérique latine.). Les étudiants sont également stigmatisés et menacés par le biais des réseaux sociaux qui publient des avis de recherche avec leurs photos et leurs noms (Source: « [Aula Abierta](#) »). [Amnesty International](#) dénonce en outre des restrictions à l'accès à l'internet.

Devant ce constat de graves violations des droits de l'homme, LASA exhorte le gouvernement vénézuélien à respecter le résultat des élections et à garantir la liberté de pensée nécessaire à toute aspiration à la liberté académique.

Concernant LASA

L'Association des Études Latino-Américaines (LASA) est la plus importante association professionnelle au monde, rassemblant des individus et des institutions engagés dans les études sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a un comité qui défend la liberté académique et les droits humains.

Si vous souhaitez interviewer un membre du Conseil Exécutif de la LASA, vous pouvez contacter le bureau des communications de la LASA au (412) 648-7929 ou à l'adresse lasa@lasaweb.org.

LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION

4338 Bigelow Blvd
Pittsburgh, PA 15213
lasa@lasaweb.org
Tel: 412-648-7929
Fax: 412-624-7145

